

BRÉSIL...

Communiqué de la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro - 15 mars 2018

La *Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro* (FARJ) tient à exprimer sa solidarité envers la famille, les amis et les membres du parti et de Marielle Franco, militante et conseillère du *Parti Socialisme et Liberté* (PSOL). Nous exprimons également notre solidarité envers la famille d'Anderson Gomes, le chauffeur de Marielle lui aussi assassiné le 14 [mars].

Marielle était une militante de longue date en faveur des droits humains et pour la garantie des droits sociaux dans les favelas, et son assassinat a toutes les caractéristiques d'une exécution. Ajoutez à cela le fait que Marielle est membre de la commission de l'ALERJ [*Assembleia Legislativa do Estado do Rio de Janeiro*] qui a suivi l'intervention militaire et fédérale à Rio de Janeiro, ce qui rend le fait encore plus suspect.

Nous savons que la période dans laquelle nous vivons est sombre: l'intervention militaire actuelle, qui aggrave le processus de génocide de la population noire dans les favelas de Rio de Janeiro; la progression du néolibéralisme qui aggrave l'inégalité sociale dans tous les pays; le retrait des droits sociaux des travailleurs ruraux et urbains. Toutes ces mesures ont été accompagnées par la criminalisation des combattantes et des combattants sociaux qui se lèvent pour défendre le peuple.

Les menaces contre le militantisme qui dénonce les crimes odieux commis par l'État brésilien sont constantes. Mais elles ne nous effraient pas.

Nous exigeons une enquête immédiate sur sa mort.

Nous exigeons justice pour Marielle Franco!

Ne jamais pardonner, ne jamais oublier!

Lutter n'est pas un crime!

15 mars 2018.

Vers une dictature militaire au Brésil?

L'intervention militaire à Rio de Janeiro n'est que l'extension de la politique pratiquée plus objectivement dans les favelas de la capitale ces dix dernières années. Ce qui était une particularité applicable aux zones périphériques, contre les «*classes dangereuses*», s'étend maintenant à toute la ville et à ses environs. Au moment de l'occupation du complexe de favelas Alemão (2010) et Maré (2014) le scandale était mineur, parce que les cibles privilégiées ou exclusives étaient les Noirs et les pauvres. Bien que l'intervention militaire actuelle ait ses propres raisons conjoncturelles, très évidentes en année électorale, elle n'en est pas moins génocidaire et raciste. Ses cibles prioritaires dénoncent la longévité de ses vraies motivations. Quant à l'armée, qui, après la guerre du Paraguay (1865-1870) avait refusé de demeurer «*capitaine de la forêt*» (1) (chargé de la capture d'esclaves en fuite), elle semble renouer maintenant avec cette tâche. En dépit du temps écoulé, elle reprend la lamentable fonction de harcèlement et d'élimination des descendants des Quilombolas (esclaves installés dans le Quilombos). Si l'intervention est également un aspect important du projet qui vise à retirer les droits sociaux des travailleurs, pour qui ne jouissent même pas de ces droits, c'est plutôt une menace de mort!

A. S.

(1) Au Brésil, le «*capitaine de la forêt*» était le serviteur d'une ferme ou d'une fabrique chargé de capturer des esclaves fugitifs. Dans la société brésilienne, ils jouissaient d'un très faible prestige social. À la fin de l'esclavage en 1887-1888, quand les esclaves ont fui en masse des fermes de la province de São Paulo, les chefs de l'armée, en profitant du prestige des combattants de la guerre du Paraguay, ont refusé d'assumer la tâche méprisée de capturer des esclaves.

De nos camarades de Rio de Janeiro de la LIGA (adhérente à FIFA), sur l'intervention militaire dans la sécurité publique de Rio de Janeiro.

Avec la décision récente du gouvernement fédéral, en accord avec le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, d'envoyer de nouveau l'armée pour agir en tant que force de police dans cet État, la *Ligue anarchiste de Rio de Janeiro* tient à divulguer ses réflexions sur cette conjoncture et de la partager publiquement avec toutes les personnes qui l'accompagnent dans ses réseaux de communication.

Face au chaos politique et financier installé à Rio de Janeiro depuis des années, le gouvernement de l'État a assumé son effondrement institutionnel complet en acceptant une intervention fédérale profonde dans le domaine de la sécurité publique. Telle est la façade justifiant l'intervention militaire telle qu'elle est exposée dans les journaux des grands groupes qui sont diffusés dans le pays. Une partie de cela est une réalité indéniable; cependant, il y a des éléments cachés beaucoup plus profonds dans l'initiative mise en œuvre par l'État et les gouvernements de la fédération. Depuis de nombreuses années, Rio de Janeiro est un laboratoire de politiques répressives conceptualisées à la légère comme des «politiques de sécurité publique». Un tel laboratoire offre des techniques raffinées de manipulation de l'opinion publique et la dissimulation systématique des véritables objectifs des occupations militaires dans les favelas de la ville. C'est donc une articulation profonde entre les médias contrôlés par les élites, la démolition et la précarisation continue et progressive des services publics, la détérioration des relations de travail et la mise en place dans toutes les sphères de pouvoir d'une structure mafieuse persistante et enracinée qui couvre de nombreuses activités particulièrement nuisibles aux travailleurs et aux opprimés de la société. En bref, il s'agit de créer un sentiment d'insécurité continu, générant la désinformation et appliquant un ordre violent et vertical sur les classes populaires qui vivent dans les banlieues et les favelas. La politique publique des gouvernements de Rio de Janeiro, du Brésil, est la peur. C'est la Terreur d'État quotidienne et insistante, employée à maintes reprises tout au long de l'histoire de notre continent pour contrôler les prétendues «classes dangereuses». Depuis les réunions de l'ECO92 (2), Rio de Janeiro a fait l'objet d'au moins trois interventions (ou actions, articulations) de la part des militaires dans le domaine de la répression, également connu sous le nom de sécurité publique. Le plus récent a été l'occupation des complexes de favelas de Maré et Alemão en vertu des méga-événements sportifs menés par les troupes du commandement militaire oriental, le même qui opère actuellement dans notre région. Dans une telle opération, le coût estimé des activités de la troupe était de plus de 1,5 million de reals par jour. Si nous tenons compte du fait que la zone d'opération est beaucoup plus grande aujourd'hui pour les troupes militaires, nous devons dire qu'ils mentent quand ils disent qu'ils n'ont pas d'argent pour la sécurité, la santé, l'éducation à Rio de Janeiro ou au Brésil. Il faut se demander si ce n'est pas seulement une «diversion» pour créer de nouveaux «sauveurs» pour de nouvelles élections. Ce que nous verrons dans les prochains mois à Rio de Janeiro sera un spectacle médiatique qui n'a rien à voir avec la sécurité publique ou avec le contrôle d'une prétendue escalade de la violence. Il s'agit d'un jeu politique dangereux qui implique des personnages différents et entraînera sûrement un bain de sang regrettable. Dans ce spectacle il n'y a pas un objectif mais plusieurs:

La militarisation progressive des autres États de la fédération à partir des données qui ressortiront des analyses en cours du laboratoire militaire de Rio de Janeiro, tenant compte des souhaits de l'industrie de l'armement et du maintien et de l'expansion de la répression des classes dangereuses, du génocide systématique des pauvres, Noirs, paysans et peuples autochtones.

Les élections générales. A titre d'exemple, le PPS [*Partido Popular Socialista*] discute déjà de la candidature éventuelle du ministre de la Défense, Raul Jungmann, au gouvernement de l'État, profitant du vide politique à Rio de Janeiro et prédisant le déroulement de la campagne militaire en cours dans l'État.

Il est temps de réarticuler les réformes «néolibéralisantes» tout en bloquant toute possibilité d'amendement constitutionnel dans l'agenda politique institutionnel. Par exemple: les votes sur le droit à l'avortement qui étaient prévus pour ce semestre et aussi la réforme des retraites qui vise à augmenter l'âge de départ.

D'autres questions restent encore ouvertes, qui s'éclairciront au cours de l'occupation militaire et qui dépendent d'une réglementation par décret qui tombera dans les prochains jours, comme le contrôle des prisons par le commandement de l'armée avec sa longue histoire de torture, le «permis de tuer» et l'utilisation de mandats de perquisition et de saisie collective, qui présentent de grands risques pour les libertés individuelles et les droits humains fondamentaux. D'autres éléments restent encore à éclaircir lors de l'occupation militaire et dépendent d'une réglementation par décret qui sera édictée dans les prochains jours, comme le contrôle des prisons par le commandement de l'armée avec sa longue histoire de torture, l'autorisation de tuer et l'utilisation de mandats de perquisition et de saisie collective, qui présentent de grands risques pour les libertés individuelles et les droits humains fondamentaux. Ce mandat est un document de

(2) La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou ECO 92, eut lieu à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992. Ce fut une réunion de dirigeants mondiaux à l'occasion de laquelle il fallut faire de la *cidade maravilhosa* (ville merveilleuse, expression désignant Rio de Janeiro) une véritable forteresse. Le gouvernement brésilien fit venir des policiers de tous les coins du pays pour assurer la sécurité. (NdT).

recherche et de saisie qui peut couvrir de vastes zones, des quartiers entiers, sans spécifier d'adresse fixe pour les actions de recherche. S'il est approuvé et utilisé, il constituera un autre élément de la terreur d'État, donnant lieu à divers abus, violations de résidences sans enquête préalable, créant un précédent très dangereux surtout pour ceux qui vivent déjà dans des situations de grande vulnérabilité sociale et économique. On pourrait dire que cette pratique est déjà courante dans les périphéries et les favelas du pays, mais nous serions naïfs de ne pas percevoir la différence entre la procédure quotidienne d'illégalité en tant que pratique policière et son officialisation. En fin de compte, nous considérons que la politique publique de la peur ne sert au couple capitalistes-gouvernants qu'à contrôler, dominer et exploiter. Cette politique publique de la peur est créée par l'État de Rio de Janeiro et son équivalent national - le gouvernement national - et elle est soutenue et promue par le marketing des grandes entreprises médiatiques; elle est portée dans nos rues, quartiers, périphéries, favelas, communautés, dans les villes et les champs, par les troupes militaires des forces armées et des milices. Un exemple: l'initiative de créer une société de sécurité par les contrôleurs de l'armée à Rio de Janeiro.

Ici, le capitalisme confisque définitivement et commercialise un secteur de plus de la vie sociale, jusqu'alors monopole d'État et maintenant partagé par les deux. Nous notons la préfiguration d'une nouvelle phase dans l'organisation de la société et de l'économie, à savoir l'État entrepreneurial et la démocratie des «mégacorporations». Un nouvel être humain est né: la personne *Marchandise Citoyen-Citoyen Marchandise*.

Nous appelons les compagnons et compagnes qui travaillent, qui sont en situation de précarité, sans emploi, dans les rues, dans les quartiers, dans les banlieues, dans les favelas, à la campagne et dans les villes à s'organiser, à résister, à se battre. Nous appelons tout le monde à s'auto-organiser de manière autonome et à produire de manière autonome par rapport à l'État, aux partis politiques et aux employeurs. Nous appelons à la grève générale féministe le 8 mars 2018 comme premier pas contre la réforme des retraites, la fin du harcèlement et des abus sexuels, la fin du régime machiste et du système patriarcal, pour la reconquête de nos droits syndicaux volés en 2017, la fin de la taxe syndicale, la fin du syndicat unique et pour la libre organisation des travailleurs à la base, pour la justice sociale, l'égalité économique dans la construction d'une société libre.

Publié le 25 février 2018 par la LIGA de Rio de Janeiro.

Traduction: R.B.